

deux syndicats de la FSU demandent à F. Vidal la création d'au moins 200 postes d'enseignants et 20 de Biatss

4-5 minutes

Deux syndicats de la FSU, le Snesup et le Snep, demandent "pour les Staps, dès la prochaine rentrée, la création d'au moins 200 postes d'[enseignants] et 20 postes Biatss" dans une "lettre ouverte" à Frédérique Vidal diffusée le 23 avril 2019. Ils appellent la ministre de l'ESRI "à faire rapidement connaître aux établissements les moyens humains pérennes qui leur seront affectés" pour la rentrée 2019. Ils craignent que le plan de recrutement soit remplacé par une dotation par étudiant. Des UFR ou départements Staps, à "Nantes, Brest, Rouen...", sont déjà "fortement mobilisés".



fotolia/emanelda

"Si dans certains établissements, le plan d'accompagnement de la mise en œuvre de Parcoursup pour les filières en tension a permis un meilleur accueil des primo-étudiants par les UFR Staps (plus de 3 200 places supplémentaires ouvertes en L1), le coût n'a pas été moindre et la fatigue déjà palpable des personnels toutes catégories confondues, n'a fait que croître" pour les Staps, indiquent deux syndicats de la FSU, le Snesup et le Snep, dans une "lettre ouverte" à Frédérique Vidal, ministre de l'ESRI, datée du 17 avril 2019 et diffusée le 23 avril.

Un "plan d'urgence pluriannuel Staps" avait été demandé en janvier 2018 par un "groupe de travail sur les Staps, organisé par le ministère dans le cadre de la consultation sur le projet de loi ORE", écrivent les syndicats (lire sur AEF info [ici](#) et [ici](#)). "Le MESRI s'était alors engagé dans un plan d'accompagnement sur trois ans d'une augmentation des capacités d'accueil en permettant des recrutements, Prag ou enseignants-chercheurs, sur des postes de titulaires."

Selon les syndicats, "le besoin minimum, estimé par [ce] groupe de travail Staps se chiffrait à 1 000 créations sur 5 ans de postes enseignants soit 200 par an et 100 postes de Biatss. Or pour la rentrée dernière le ministère annonçait seulement 90 créations postes [enseignants] et 10 postes Biatss, chiffres qui, selon [eux], sont loin d'avoir été atteints, malgré l'augmentation effective des capacités d'accueil", assurent-ils.

dotation par étudiant ?

Par ailleurs, "des éléments factuels qui remontent des établissements [...] laissent entendre que le plan de recrutement engagé serait interrompu et remplacé par une dotation par [étudiant] qui se traduirait concrètement par une augmentation des charges pédagogiques, d'encadrement des vacataires et au final de la précarité des collègues recrutés pour charge de cours", s'alarment-ils.

Signalant que "certains UFR ou départements Staps (Nantes, Brest, Rouen...) sont déjà fortement mobilisés", les syndicats demandent "dès la prochaine rentrée, la création d'au moins 200 postes d'[enseignants] et 20 postes Biatss" et appellent la ministre "à faire rapidement connaître aux établissements les moyens humains pérennes qui leur seront affectés pour que la rentrée 2019 puisse effectivement se tenir dans des conditions décentes et que chaque titulaire du baccalauréat bénéficie d'une place et de conditions optimales de réussite dans la filière de son choix".

Dépêche n° 605301